

N° 69
Mars 2008

RURALités 13

La lettre d'information de la Chambre d'agriculture des Bouches du Rhône

CHAMBRE
D'AGRICULTURE
BOUCHES DU RHÔNE

Hélène Coupard,
chargée du programme protection des cultures à la Pugère.

A la demande des professionnels, la Pugère a développé un programme phytosanitaire transversal à chaque programme arboricole (pommiers, poires, prunes). Vous en avez la charge depuis 1997. Quel est votre rôle ?

Mon travail au sein de la station se décompose en deux parties. D'une part, j'anime et coordonne les commissions phytosanitaires auxquelles participent les conseillers arboricoles pépins de quatre départements. Ils se réunissent deux mardis par mois à la Pugère afin d'échanger les dernières observations sur l'actualité phytosanitaire. Véritable relais de terrain, les travaux de ces commissions aboutissent à la rédaction d'un bulletin d'avertissement agricole commun, pour harmoniser en temps réel le conseil à l'échelle de la région et pour nourrir la réflexion sur le programme d'expérimentation de la Pugère. D'autre part, nous réalisons des expérimentations pour répondre aux problèmes rencontrés par les arboriculteurs sur le terrain. Ainsi, nous intervenons au niveau de la vérification de l'efficacité des produits et de la définition de leurs modalités d'utilisation dans nos conditions climatiques. Nous manipulons aussi des produits proches de l'homologation afin de mieux les connaître et de proposer un mode d'emploi le plus adéquat possible.

Depuis 1999, la Pugère a mis en place un volet d'expérimentation sur les méthodes alternatives. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Notre réseau est à l'origine de la mise au point des modalités d'utilisation de la technique de « confusion sexuelle », homologuée en 2000 au terme de huit ans d'essais. Efficace, contre le carpocapse du pommier et du poirier, cette technique utilise la libération de phéromones sexuelles femelles. Aujourd'hui, près de 40 % du verger national et 50 % du verger Provence-Alpes-Côte d'Azur sont protégés par cette méthode. Pour le poirier, nous avons réussi à convaincre la société détentrice d'homologuer la Kaolinite, ou argile blanche, ce qui a été effectif en avril 2004. Son utilisation, en période hivernale pré-floraison, agit contre le psylle.

Face au désengagement de l'État en matière d'expérimentation, quel impact aura cette réduction de budget sur votre travail ?

Notre force réside dans le fait que, jusqu'à maintenant, nous menions des essais à la Pugère mais aussi, grâce à notre réseau, des essais décentralisés. Cette méthode de travail nous permet de confronter tous les résultats en même temps, ce qui nous garantissait plus de rapidité et d'efficacité. Aujourd'hui, ce système est remis en cause par un manque de moyens et nous allons devoir renoncer aux essais décentralisés. Nous n'aurons plus la même fiabilité et vitesse de résultat.



Vincent Taton,
co-président du Groupement Régional
et Centre d'Etudes Techniques Agricoles (GRCETA)
Basse Durance, arboriculteur à Cabannes.

Pour un agriculteur, quelle utilité concrète représentent les expérimentations menées par la station la Pugère ?

La Pugère est une véritable source d'informations sur les nouvelles variétés. En tant qu'arboriculteur, les travaux de la station offrent un regard technique sur les différentes variétés qui ont été testées. Le choix de planter telle ou telle variété est déterminant dans notre métier car les arboriculteurs doivent travailler vite sur un produit vivant qui lui, évolue à un rythme lent et donc avec un retour sur investissement très long.

Les essais phytosanitaires menés depuis la création de la station ont-ils un réel impact sur vos pratiques culturales ?

A l'heure où les produits phytosanitaires sont en passe d'être réduits de 50 %, les essais phytosanitaires menés depuis la création de la station sont plus que jamais indispensables. Grâce à son indépendance et à sa déconnexion du monde de l'agrofourmure, la Pugère possède un regard objectif sur les matières actives. De plus, le réseau d'observation mis en place en collaboration, notamment avec le GRCETA, a permis la création d'un système d'alerte arboricole efficace capable d'avertir les producteurs des menaces, des traitements à débiter ou à arrêter...

Quelles répercussions la réduction du budget alloué par l'État à l'expérimentation aura-t-elle selon vous ?

Les effets se font déjà sentir. Le GRCETA, qui finance près de 75 % des essais décentralisés de la Pugère, va devoir diminuer de moitié le nombre d'essais sur l'année 2008, qui passeront de 55 à 25 jours d'essais.



Yvon Galeron,
arboriculteur à Saint-Rémy de Provence

La Pugère est menacée par la réduction du financement de l'État. Selon vous, la profession arboricole est-elle en danger ?

Perdre la Pugère reviendrait à perdre le développement de l'arboriculture régionale. Nous souffrons déjà de la concurrence déloyale de pays comme l'Espagne qui ont accès à des produits phytosanitaires interdits en France et à une main d'œuvre moins coûteuse. La force de l'agriculture française, c'est sa technique. Réduire le budget de l'expérimentation ne va pas dans le bon sens.

Profitez-vous concrètement des actions menées par la Pugère ?

Lorsque nous avons été touchés par le feu bactérien, une maladie qui ravage pommiers et poiriers, la Pugère, a pris le taureau par les cornes. Son Président a obtenu, avec le soutien du Conseil général, une aide à l'assainissement des vergers.

Confusion sexuelle, portes greffes, argile blanche, choix des variétés... La base de l'arboriculture régionale doit énormément à l'efficacité des essais de la Pugère. Demain, toute la profession se tournera vers la Pugère, seule capable de trouver des solutions pour pallier à l'interdiction des produits convenue au Grenelle de l'Environnement.



Au prochain numéro : Bilan de santé de la PAC.

A la demande du Ministre de l'Agriculture, la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône a établi son propre bilan de santé.



Sans la PUGÈRE,
c'est l'expérimentation que l'on perd



Editorial

**Edition de la Chambre d'agriculture
des Bouches du Rhône**
22 avenue Henri Pontier
13626 Aix en Provence Cedex 01
www.agri13.fr
accueil@bouches-du-rhone.chambagri.fr

Directeur de la publication
André Boulard
Conception
Marie de Saint Victor
Rédaction
Agence Axiome, Anthony Triureau
et Aurélie Philippine
Mise en pages : SEIAC
Imprimeur : SPI

En matière d'aide à la recherche, l'État est-il en passe de devenir le maître du paradoxe ? Car entre le discours et la réalité, un fossé gigantesque semble s'être creusé ! Alors que le Grenelle de l'Environnement encourage les producteurs à développer plus que jamais une agriculture raisonnée, l'État français s'est désengagé du nouveau plan État/Région qui finance les stations d'expérimentation, seules capables de trouver des techniques culturales alternatives respectueuses de l'environnement.

Dans le département des Bouches-du-Rhône, la station d'expérimentation la Pugère fait pourtant figure auprès des professionnels, arboriculteurs, industriels et éditeurs, de véritable référence nationale voire internationale grâce à sa compétence technique et à des résultats concrets et homologués.

Sommes-nous prêts à laisser un tel outil en péril ?

Non, du fait d'un partenariat technique particulièrement dynamique, impliqué dans la définition du programme, avec notamment les Chambres d'agriculture des Bouches-du-Rhône, du Vaucluse et des Hautes-Alpes, des Centres d'Etudes Techniques Agricoles, des organisations de producteurs, et du CTIFL. De plus, la station la Pugère est en mesure de mettre en place des essais à grande échelle, tant sur son site qu'en d'autres lieux qui peuvent s'avérer plus pertinents.

Mais face à une réduction de 22 % des crédits de l'État, cette méthode de travail basée sur la confrontation de nombreux résultats est totalement remise en question. La Pugère ne sera dorénavant plus en mesure de financer ses essais décentralisés, et l'impact sera désastreux. Baisse d'efficacité, augmentation des délais... Comment trouver de nouvelles méthodes alternatives à l'utilisation des produits phytosanitaires en obligeant les stations d'expérimentation à faire des impasses sur certains programmes ?

Véritable outil de compétitivité, la station la Pugère ôte les verrous techniques pour permettre aux agriculteurs de s'adapter aux évolutions des vergers. Mettre en péril l'expérimentation, c'est mettre en danger la filière arboricole de notre département.

André Boulard
Président de la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône



Jean-Noël Fabre, Président de la station d'expérimentation la Pugère, membre du bureau de la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône et **Isabelle Ricavy**, directrice, chef de service à la Chambre.

Dans le nouveau contrat plan Etat/Région, la part de financement de l'Etat dans le budget de la station a été réduite de 22%. Quelles conséquences cette baisse va-t-elle avoir sur le travail effectué à la Pugère ?

Isabelle Ricavy

Le désengagement de l'Etat se chiffre aujourd'hui à hauteur de 60 000 €, ce qui correspond à plus d'un poste de technicien. C'est pourquoi, nous avons dû établir avec nos partenaires et les responsables agricoles des choix stratégiques en fonction des différents programmes en cours à la Pugère. En 2008, nous avons défini des priorités dans les programmes sur lesquels nous allons travailler : l'innovation variétale, la protection des vergers et la diminution des coûts de production. Les essais décentralisés étant une nécessité pour mener à bien notre travail, nous allons nous efforcer de veiller au maintien de 500 jours conventionnés pour la réalisation de ces essais, en ayant l'assurance d'une participation financière importante de nos partenaires. L'expérimentation est le maillon essentiel pour la compétitivité des exploitations.

Quelles solutions sont envisageables pour pallier à ce désengagement ?

Jean-Noël Fabre

Toute réforme économique engage nécessairement un changement de la participation économique des organisations professionnelles. Aujourd'hui, nous ne connaissons pas encore le schéma de financement, ce qui augmente l'incertitude face à l'avenir. Cependant, nous pouvons essayer d'orienter les décisions politiques, notamment au niveau de l'écriture des textes de lois, afin d'avoir la possibilité légale de chercher nous-mêmes des financements auprès des organisations de producteurs.

Isabelle Ricavy

Le désengagement de l'Etat nous pousse effectivement à rechercher de nouvelles sources de financement. En 2007, nous avons sollicité l'aide du Conseil général, qui est déjà propriétaire du foncier, pour débiter un programme expérimental conséquent sur le feu bactérien. En 2008, avec nos partenaires, nous déposons un projet d'innovation auprès du CasDar. Tant que ce sont des collectivités qui nous financent, comme le font déjà le Conseil Régional et Viniflor, la question de la diffusion des résultats d'expérimentations ne pose pas de problème. Par contre, aller vers une expérimentation privée engendre forcément une réflexion quant à cette diffusion.

Jean-Noël Fabre

Le métier d'arboriculteur est en pleine évolution. Le nombre de producteurs diminue et la participation professionnelle devient moins importante. Je pense que l'Etat ne doit pas nous obliger à rester dans un schéma de fonctionnement qui date de plus de 20 ans. L'avenir de la Pugère reste à écrire. De plus, le virage politique imposé par le Grenelle de l'environnement aura des conséquences aujourd'hui encore insoupçonnées. Nous serons alors les précurseurs de nouvelles méthodes de travail.

Jean-Noël Fabre <i>Président</i> Isabelle Ricavy <i>Directrice (CA 13)</i>			
EQUIPE ADMINISTRATIVE	EQUIPE TECHNIQUE		
Mireille Bouchard <i>Secrétaire</i> Rollande Joubert <i>Comptable</i>	PROGRAMME PROTECTION DES VERGERS	PROGRAMME VARIÉTÉS	PROGRAMME POIRE
	Hélène Coupard	Jean-Michel Montagnon (CA 13)	Bernard Florens
	Edwige Marianelli Florence Rouille (CA 84) <i>Techniciennes</i>		PROGRAMME POMME Arnaud Dufils
			PROGRAMME PRUNE J.-M. Montagnon
	Cathy Reynier <i>Technicienne</i>		
	Equipe de l'exploitation		
	Vincent Deturmeny <i>Chef d'exploitaion</i>	Bernard Bonebeau <i>Ouvrier agricole</i>	Jean-Pierre Voulard <i>Ouvrier agricole</i>
www.lapugere.com			

Jean-Michel Montagnon, conseiller arboriculture à la Chambre d'agriculture, chargé des programmes « Prunes » et « Innovation variétale » à la Pugère.

Selon vous, en quoi le programme Innovation variétale de la Pugère est-il indispensable ?

Créé en 1988, ce programme représente la véritable épine dorsale de l'ensemble des programmes de la station, à l'exception de la protection des vergers. C'est à partir de nouvelles variétés que nous mettons en place de nouvelles expérimentations techniques afin d'obtenir ou de découvrir de meilleures techniques culturales, adaptées à chaque variété. Pour ces raisons, nous devons être constamment à l'affût de nouvelles variétés mondiales afin d'être le plus complet possible dans notre travail. Grâce à un référencement rigoureux et établi, nos observations restent purement objectives. Notre travail, c'est avant tout rendre compte du comportement d'une variété et de travailler son itinéraire technique. Ce qui est intéressant à la Pugère, c'est le côté démonstratif de notre approche : « On touche, on fait ».

La Pugère est la seule station de la région à travailler sur la prune. Comment est né ce programme ?

Ce programme remonte aux années 1990, lorsque les « américano-japonaises », variétés de prunes, ont envahi le marché. Cette espèce, créée en 1900 par le californien Luther Burbank, présente beaucoup d'intérêts par sa richesse génétique, sa rapidité d'entrée en production et sa régularité de production. Nous avons donc mené un long travail, notamment au niveau de la pollinisation et aujourd'hui, nous sommes les 1^{ers} au monde à avoir édité une carte des pollinisateurs. La Pugère a aussi beaucoup travaillé sur la typologie. Après de longues observations et avec la collaboration de Jean-Marie Lespinasse de l'INRA, nous avons pu classer les variétés en quatre catégories selon leur comportement, catégories qui correspondent à des itinéraires bien précis. Grâce à ce travail effectué sur plusieurs années, la station a aujourd'hui une audience intéressante dans le sud-est évidemment, mais également dans le sud-ouest, en Espagne, en Italie et dans de nombreux autres pays, auprès d'éditeurs, notamment. Nous sommes devenus une référence internationale en la matière.